

Hier, à Quimperlé, nous étions une centaine à manifester contre l'arrivée des migrants

écrit par Christine Tasin | 15 septembre 2019



.
La manifestation se tenait devant la gendarmerie, à l'invitation du collectif qui se bat depuis 2 ans contre l'installation de migrants à Arzano. Pierre Cassen et moi avons décidé de nous y rendre, malgré l'éloignement géographique, pour les soutenir et pour rencontrer les adhérents de *Résistance républicaine* qui participaient à cette manifestation.

Les organisateurs ont d'ailleurs eu la gentillesse de me demander de dire quelques mots au micro à la suite de leurs interventions. Comme toujours, Pierre et moi avons été accueillis chaleureusement et remerciés pour la lutte que nous menons. Cela fait chaud au coeur.

.
Sur la lutte contre le CAO d'Arzano, voir notre dossier [ici](#).
.

Et les discours des membres du collectif « non au CAO d'Arzano » étaient très clairs : non aux migrants, non à l'immigration qui nous est imposée, non à la disparition de notre civilisation, de notre peuple, de nos valeurs. Nous étions tous là pour la France, pas seulement pour Arzano, pas seulement pour la Bretagne.

Un article du Télégramme paru début septembre, d'ailleurs, a de quoi inquiéter les Bretons : les chiffres des demandes d'asile explosent en Bretagne ! Plus 27% sur les 8 premiers mois de l'année par rapport à 2018 ! Et ce ne sont pas les non dits et autres mensonges du Préfet qui vont rassurer les Bretons ! Elle voudrait nous faire croire que ceux qui sont déboutés du droit d'asile repartiraient dans leur pays, ce qu'une infime minorité fait, et, de plus, pendant ce temps, les migrants acceptés comme demandeurs d'asile se multiplient vitesse grand V...

Hélas, les dits Bretons ne se bougent pas trop pour dire non, seule façon d'échapper au triste sort qui les menace !

Le nombre de demandes d'asile a crû de 27 % dans la région sur les huit premiers mois de l'année par rapport à 2018. Une pression migratoire qui se concentre particulièrement à Rennes. Entre bonnes conditions d'hébergement pour les demandeurs d'asile et fermeté pour les déboutés, la préfète Michèle Kirry tente d'appliquer la politique du « en même temps » du Gouvernement.

Entre l'arrêté anti-pesticides de Langouët et la crise des migrants, en particulier à Rennes, l'été a été chaud pour la préfète de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine Michèle Kirry. Une représentante de l'État [arrivée il y a neuf mois dans la région](#) alors que démarrait tout juste la crise des gilets jaunes. Et s'il est un sujet qui la préoccupe aujourd'hui, c'est bien celui des migrants. Et pour cause. « La Bretagne est confrontée à une augmentation de 27,1 % de la demande d'asile sur les huit premiers mois de l'année comparé à la même période de 2018. La réalité c'est que la demande d'asile croît sans arrêt », annonce Michèle Kirry. Au total, sur les sept premiers mois de l'année, les services en ont ainsi enregistré 1 422 au guichet

unique de Rennes. Et c'est l'Ille-et-Vilaine qui enregistre le plus de demandes (près de sept sur dix).

Albanais et Géorgiens en majorité

Profils de ces familles déposant un dossier ? Des Albanais et des Géorgiens en majorité. « Des pays dits « sûrs » où en moyenne l'obtention de statut de réfugié est de l'ordre de 3 % », rappelle la préfète. « Les Géorgiens viennent en France pour se faire soigner et profiter – au bon sens du terme – du système de santé. On en voit qui sont très malades ».

Face à cet afflux migratoire dans la région, l'État est accusé par les associations de ne pas agir pour les héberger dans de bonnes conditions, exemple de Rennes et des 400 migrants désormais hébergés au camping des Gayeulles à l'appui. Une inaction que rejette en bloc Michèle Kirry, qui sort les chiffres.

« Nous avons doublé le nombre de places pérennes par rapport à l'an dernier. En Ille-et-Vilaine, on compte 1 579 places « en dur », avec 141 places nouvelles depuis le 1^{er} janvier. Et d'ici à la fin de l'année, nous aurons 181 places supplémentaires ». Parallèlement, la préfète rappelle qu'au total 70 000 nuitées ont été mobilisées depuis le début de l'année pour les personnes en situation de détresse dont une partie pour les migrants. « Qu'on ne vienne pas dire que l'État n'assume pas ses responsabilités ! Cela contrebalance l'idée que l'État ne fait rien ». Même si la néo-bretonne l'admet : « Ce n'est pas encore suffisant pour faire face à la forte pression migratoire ».

Les gens qui travaillent aux guichets des préfectures voient la misère humaine. Ils sont admirables. Qu'on puisse penser qu'à la préfecture, ce sont les méchants et qu'en face, ce sont les gentils finit par être binaire

Et de rejeter en bloc les accusations des associations rennaises. Selon elles, un tri serait en effet effectué entre demandeurs d'asile et les autres demandeurs via le 115, le numéro d'appel pour l'hébergement d'urgence. « C'est faux ! Nous ne sommes pas des monstres », répond Michèle Kirry, appuyant son propos sur une décision du tribunal administratif de Rennes daté du 8 juillet dernier, qui jugeait le recours d'un couple. « Le juge dit que quand on est débouté du droit d'asile, on n'a pas le droit à un hébergement d'urgence. Les gens qui travaillent aux guichets des préfectures voient la misère humaine. Ils sont admirables. Qu'on puisse penser

qu'à la préfecture ce sont les méchants et qu'en face ce sont les gentils finit par être binaire », soupire la préfète.

Une structure d'aide au départ ouverte à Rennes mi-octobre

Répondant aux exigences de fermeté du ministre Castaner, la représentante de l'État rappelle encore une fois le droit. « Quand on est débouté définitivement du droit d'asile, on a vocation à rejoindre son pays d'origine, a fortiori s'il est labellisé « sûr ». Faut-il faire croire à ces gens qu'ils ont un avenir en France ? » Mieux accueillir ceux qui ont un statut et renvoyer chez eux les déboutés du droit d'asile, voilà la réponse de la préfecture à la crise migratoire. Pour les déboutés, la haut-fonctionnaire annonce d'ailleurs la création à Rennes d'une nouvelle structure d'accueil pour l'aide au départ volontaire. Elle ouvrira mi-octobre dans un bâtiment de l'État actuellement en réfection et proposera dans un premier temps 50 places, 80 ensuite. « Ce sera un lieu d'accueil d'étrangers volontaires pour les aider à repartir dans leur pays avec une aide financière ».

<https://www.letelegramme.fr/bretagne/demandes-d-asile-les-chiffres-explorent-en-bretagne-03-09-2019-12373409.php>